

Etablissement public du parc national des Calanques

Décision individuelle

N°2016-157

Pétitionnaire : Monsieur Jean MORICELLY – ASPTT Marseille
Nature de la demande : Manifestation publique / sportive
Localisation : débarcadère Château d'If

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331 4-1 et R. 331-19-1;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'environnement;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment son MARCoeur 26 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques ;

Vu la demande formulée par Monsieur Jean MORICELLY, Président Général de l'Association Sportive ASPTT de Marseille en date du 9 février 2016;

Considérant que le départ de la manifestation se situe en partie dans le cœur du Parc national des Calanques, sur le secteur du débarcadère du Château d'If ;

Considérant que l'organisateur a prévu de mettre en place d'un système de collecte des déchets cohérent;

Considérant que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

ARRETE

Article 1

L'association sportive ASPTT de Marseille représentée par son Président, Monsieur Jean MORICELLY, est autorisée à organiser la compétition de nage en mer dénommée le «Défi de Monté-Cristo». La manifestation se déroulera les 18 et 19 juin 2016 avec comme dates de report les 25 et 26 juin 2016, en partie dans le cœur du Parc national des Calanques, sur le secteur du débarcadère du Château d'If.

Article 2

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. aucun déchet ne devra être abandonné dans le périmètre du cœur du parc ;
2. l'organisateur devra respecter les informations communiquées dans sa demande d'autorisation concernant la mise en place d'un système de collecte des déchets pendant la manifestation;
3. les participants devront se débarrasser de leurs déchets (bouteilles d'eau, sachets plastiques) avant de quitter les navires qui les mènent au débarcadère du Château d'If ;
4. toute manifestation ou émission sonore susceptible de troubler la tranquillité des lieux est interdite, aucune sonorisation ne sera employée ;
5. les participants devront être tenus informés que la compétition se déroule dans le cœur du Parc national des Calanques et des comportements respectueux qui s'imposent;
6. l'organisateur devra informer les encadrants, lors des réunions préparatoires, sur la réglementation en vigueur et les comportements à adopter par les participants lors de la manifestation ;
7. aucune forme de publicité ne sera tolérée en coeur de Parc national.

Article 3

La présente autorisation est délivrée pour les samedi 18 juin et dimanche 19 juin 2016 avec comme dates de report les samedi 25 juin et dimanche 26 juin 2016.

Article 4

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations l'association sportive ASPTT de Marseille et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation.

Article 5

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 27 mai 2016,

Pour Le Directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques,


François BLAND *N. CHARDIN directeur adjoint*

Copie : - Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône
- Secteur littoral ouest et archipels
- Ville de Marseille
- Centre des monuments nationaux

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.